



A PROPOS DE...

la soustraction volontaire de bien

Il n'est pas fréquent que les lecteurs de *TransVIE-mag* nous manifestent leurs avis. Ce fut pourtant le cas pour notre éditorial du 15 juin intitulé *Légalisons la soustraction volontaire de bien...* Les uns pour nous demander l'autorisation de reproduire ce pamphlet perçu à juste titre comme une parodie de la loi Veil et de ses arguments, les autres, moins habitués au langage de cette loi et de ses propagandistes, pour manifester leur étonnement devant une proposition de légalisation du vol prise au premier degré.

Que cela ne fasse aucun doute : *TransVIE* est foncièrement opposé à la légalisation du vol. L'éditorial de l'édition 83 est proprement absurde. Car son objectif était précisément de mettre en lumière, par l'absurde, l'absurdité de la loi Veil, qui a dépénalisé l'avortement en France. Pour s'en convaincre, il suffit de remplacer chaque occurrence du mot «vol» par «avortement» et chaque occurrence du néologisme «soustraction volontaire de biens» par «interruption volontaire de grossesse». Ainsi, à titre d'exemple, pas plus que l'existence de milliers de vols annuels non-reprimés ne rend caduque l'interdiction de voler, l'existence d'avortements clandestins ne justifiait la légalisation de l'avortement. Ce fut pourtant, malheureusement, un argument décisif pour les députés et sénateurs...

Mais nous n'allons pas reprendre ici les absurdités dévoilées dans l'éditorial en question. Il est plus intéressant d'étudier les raisons qui ont pu amener des lecteurs à ne pas percevoir son caractère de parodie. Plusieurs m'ont fait remarquer l'absence d'une "chute" adéquate au terme de l'article, qui aurait permis de détecter plus nettement la parodie. La remarque est juste, elle n'explique pas tout. L'autre explication est beaucoup plus grave. La peur légitime de certains à la lecture de ce qui, dans une société ayant gardé ses repères moraux, aurait dû immédiatement être perçu comme un effet rhétorique, et rien de plus, met cruellement en lumière la perte de confiance dans les institutions législatives et médiatiques de nos pays.

De fait, il faut maintenant s'attendre à tout.

Puisqu'il ont réussi à légaliser l'avortement, crime par excellence, ils trouveraient bien les arguments fallacieux nécessaires pour légaliser le vol, s'ils le voulaient !

D'ailleurs, ne sont-ils pas en train d'instiller dans les débats et dans les esprits, goutte-à-goutte, les mêmes arguments absurdes qui leur permettront bientôt de légaliser l'euthanasie ?

François PASCAL

ACTUALITÉS

Les notes en petits caractères italiques à la fin de chaque article indiquent soit la source, soit des références utiles pour les lecteurs cherchant un complément d'information.

Avortement

Etats-Unis : l'avortement sera au premier plan des prochaines présidentielles

Deux personnalités politiques majeures de chacun des deux grands partis politiques américains, et fortement pro-vie, ont manifesté leur intention de se présenter aux présidentielles de 1996.

Au sein des démocrates, le Gouverneur de Pennsylvanie, Robert Casey, privé de parole en 1993 en raison de ses opinions pro-vie, a annoncé son intention de remettre en cause l'attitude pro-avortement monolithique de son parti en concourant face à Bill Clinton pour l'investiture démocrate aux primaires de 1996.

Au sein des républicains, le sénateur texan Phil Gramm, connu pour ses positions pro-vie, a annoncé son intention de présenter sa candidature.

Mais la surprise pourrait venir d'Alan Keyes, un républicain noir de 44 ans, ancien membre du gouvernement Reagan, qui a d'ores et déjà annoncé sa candidature à l'investiture de son parti. Cet homme atypique, qui avait, en 1987, démissionné de son poste pour protester contre la politique de sanction économique contre l'Afrique du Sud, estime que l'avortement sera le point central de cette campagne présidentielle.

Espagne :

un avorteur condamné pour avortement de convenance.

Un médecin néerlandais a été condamné par la justice espagnole à deux années de prison pour avoir pratiqué à Barcelone un

Sommaire

| | |
|-----------------|-----|
| Editorial : | p.1 |
| Actualités : | p.1 |
| Agenda : | p.5 |
| Bibliographie : | p.7 |

Dossier :

le Caire, Pékin, et la politique américaine de contrôle des naissances

avortement alors que la femme ne répondait pas au critère de gravité psychiatrique requis par la loi espagnole sur l'avortement. (PPIE, 03/95)

Avortement

Italie : Le juge suprême italien réclame une révision de la loi sur l'avortement

Le président de la Cour Constitutionnelle Italienne, Antonio Baldassarre, a de nouveau insisté sur la nécessité de modifier la loi qui autorise l'avortement. Selon lui, «*d'un point de vue juridique, l'auto-détermination de la femme n'a pas le même poids que la vie du fœtus. L'avortement ne peut pas être considéré comme un principe constitutionnel, parce qu'il s'oppose au droit à la vie prescrit dans la Grande Charte*».

Baldassarre a fait ces déclarations lors de la présentation d'un document intitulé «*La question féminine à l'heure d'aujourd'hui*». Lors d'une conférence de presse durant laquelle il a défendu l'entrée de la femme à la Cour Constitutionnelle, Baldassarre, a insisté sur la nécessité de protéger le droit à la vie de l'enfant à naître.

(Europe Today 14/07/95)

Régulation naturelle des naissances

Recherche : les méthodes sont de plus en plus précises.

Développement d'un nouveau système à partir de la salive féminine

Les pharmacies offriront bientôt deux nouveaux systèmes contraceptifs. Le premier fait appel à un petit microscope qui analyse les modifications physico-chimiques qui se produisent dans la salive peu de temps avant l'ovulation ; le second détecte quant à lui la concentration d'une substance chimique dans l'urine de la femme. Les méthodes contraceptives naturelles se basent sur la localisation des périodes fertiles de la femme. La méthode Ogino (inventée en 1923 par le médecin japonais du même nom) a été la première d'entre elles. A partir de calculs relativement simples, il est en effet possible de déterminer les périodes fertiles de la femme. Le Dr. Ogino avait découvert que l'ovulation se produisait entre 13 et 14 jours avant les règles. Dans des circonstances idéales, les spermatozoïdes ne survivent que trois jours hors du corps de l'homme et les ovules deux jours seulement après l'ovulation - une simple abstinence du dixième au dix-septième jour du cycle suffirait donc pour éviter à la femme d'être enceinte. La plus répandue de ces méthodes naturelles est la méthode Billings, présentée en 1972. Toutes présentent cependant l'avantage de la simplicité et de la facilité d'utilisation, y compris pour les personnes faiblement alphabétisées. Bien que leur efficacité ait été démontrée dans une large mesure (une méga-étude publiée en septembre 1993 dans le *Journal of the British Medical Association* a permis d'observer que leur taux de succès est toujours proche de 100 pour cent), il reste systématiquement une petite marge d'incertitude : le corps de la femme n'est pas un mécanisme d'horlogerie, et il se produit parfois des différences dans la durée des cycles. C'est la raison pour laquelle les chercheurs ont tenté de trouver des méthodes plus précises pour savoir exactement à quel moment se produisait l'ovulation.

L'une d'entre elles se base sur les changements qui se produisent dans la salive de la femme durant la période fertile. Le système, développé aux Etats-Unis, consiste en un mini-microscope qui permet d'observer les changements physico-chimiques de la salive. Le matin, à jeûn, il suffit de déposer une petite goutte de

salive sous la loupe. Pendant la période ovulatoire, on voit apparaître un dessin organisé, tandis que lors des périodes stériles, c'est un dessin anarchique qui s'affiche.

Une autre méthode, que les laboratoires français Polivé mettront prochainement sur le marché, est basée sur la recherche d'un composé chimique qui apparaît dans l'urine 24 à 48 heures avant l'ovulation.

Les analyses d'urine pourront être réalisées via un mini-ordinateur de la taille de deux paquets de cigarettes. Selon les promoteurs de ce second système, les femmes qui souhaitent avoir un enfant, ou celles qui ne veulent pas encore être mères, disposeront ainsi d'une méthode particulièrement simple pour savoir avec exactitude quelles sont leurs périodes fertiles.

(Europe Today, 23/05/95/95)

Contrôle des naissances

Philippines Des vaccins anti-tétaniques contiendraient une hormone stérilisante

Des médecins philippins ont découvert la cause des nombreux cas de grossesses à problèmes chez des femmes qui avaient été vaccinées contre le tétanos : les vaccins utilisés par les autorités sanitaires et financés par différents organismes des Nations-Unies, contenaient de la gonadotrophine chorionique humaine de type Beta (hCG), une substance capable de provoquer la stérilité définitive.

La professeur Hermela Pagayanan, de l'Université des Philippines à Manille a découvert la présence d'anticorps contre cette hormone stérilisante dans les échantillons de sang de 30 femmes ayant reçu le vaccin anti-tétanique. Les femmes observées avaient été victimes de fausses couches ou d'accouchements prématurés. Le groupe «*Pro-Life Philippines*» a porté plainte devant les tribunaux contre cette campagne gouvernementale de vaccination. Il estime que la présence d'hCG n'est pas fortuite, mais résulte d'une volonté délibérée de l'OMS de tester en «*grandeur nature*» cette nouvelle méthode abortive qu'elle développe depuis plusieurs années. Le directeur de la BFAD, l'agence chargée de l'approbation des médicaments, a reconnu devant la Cour de Justice que trois marques qui contenaient le vaccin toxique n'avaient pas été contrôlées par les scientifiques de l'agence avant d'être distribuées aux centres publics de santé, étant donné que le feu vert de l'Organisation Mondiale de la Santé leur avait semblé suffisant.

Plus de 3,4 millions de femmes ont reçu ces vaccins dans les pays du Tiers-Monde, dans le cadre d'un programme financé par l'UNICEF et l'Organisation Mondiale de la Santé. En Inde également, on a recensé 12 décès de fillettes qui avaient été vaccinées contre la polio, et d'aucuns soupçonnent que ces morts sont dues à des produits stérilisants mélangés aux vaccins. La même molécule hCG a été découverte au Mexique dans d'autres lots de vaccin anti-tétanique.

(Europe Today 20/06/95)

Contraception

Hollande : La pilule ne sera plus remboursée par la Sécurité Sociale

Le ministre hollandais de la Santé Publique a décidé de retirer la pilule contraceptive de la liste des produits pharmaceutiques pris en charge par la Sécurité Sociale, afin de réduire d'un seul tenant une bonne part des coûts sanitaires du pays.

Madame le ministre Borst a annoncé que la pilule ne pourrait plus

être prescrite par les médecins aux femmes de plus de dix huit ans comme médicament remboursable par la Sécurité Sociale. Elle espère que cette mesure entraînera une économie de trois cents millions de FF par an.

(Europe Today 30/06/95)

Recherche : les contraceptifs pourraient réduire l'espérance de vie

L'utilisation de contraceptifs oraux peut être très dommageable pour la femme en termes d'espérance de vie, affirment des chercheurs australiens, qui ont compilé les études récentes publiées sur le sujet. Le *Australian Journal of Pharmacy* vient de publier dans un même numéro deux articles dans lesquels il lance un avertissement aux millions de femmes du monde entier qui prennent la pilule. L'un des articles, signé par le chercheur en pharmacie John Wilks, affirme que «les implications [des contraceptifs oraux] pour l'espérance de vie d'une femme sont d'autant plus préoccupantes qu'elles sont évidentes».

Le professeur Wilks base son affirmation sur plusieurs études et cite spécialement deux recherches publiées respectivement par la revue spécialisée britannique *The Lancet* et dans les colonnes du *Australian Journal of Pharmacy*.

«On peut conclure au terme de notre étude que, pour une raison quelconque, l'utilisation de contraceptifs oraux se paie parfois au prix fort», souligne Wilks dans son article *The pill: «A high price to pay»*. «Les femmes ont le droit de prendre de telles décisions en pleine connaissance de cause et en étant parfaitement au courant de toutes les conséquences éventuelles de leurs actes ; c'est un minimum», a-t-il ajouté.

(Europe Today; 23/05/95)

Mouvements pro-avortement

Etats-Unis : offensive de charme du Planning Familial

La Fédération Américaine du Planning Familial, premier fournisseur d'avortements du pays, a sponsorisé la «semaine des mamans en bonne santé». Du 14 au 20 mai, l'organisation a offert des consultations et des services divers aux mères. L'opération fait partie de la nouvelle stratégie du groupe visant à la fois à masquer son image pro-avortement derrière une façade sociale, et d'autre part à élargir sa clientèle en s'appuyant sur son réseau serré de cliniques d'avortements.

(Caleb Report, 05/95)

Etats-Unis : nouveaux films pro-avortement

La Fédération Américaine du Planning Familial vient de sortir deux long-métrages visant à faire passer dans l'esprit du public une image positive de ses origines.

Le premier est intitulé : «From Danger to Dignity : The Fight for Safe Abortion» (Du danger à la dignité : le combat pour l'avortement sans danger». Il décrit en images élogieuses un réseau clandestin d'avortements avant 1973. Le second «Choices of the Heart : The Margaret Sanger Story» (Choix du Coeur : l'histoire de Margaret Sanger) décrit la fondatrice du mouvement, en femme dévouée ne pensant qu'à venir en aide aux femmes et décrivant à l'inverse ses contradicteurs en religieux fanatiques et machistes.

(Caleb Report, 03/95)

(Publicité)

Connaissez-vous la CHIRURGIE SOUS FLUX LIQUIDE

- *L'asepsie facile*
- *Une technique à la portée de toutes les cliniques*
- *Evite d'encombrer le bloc pour de petites interventions*
- *Modification et additifs possibles dans l'espace opératoire*
- *Pas plus de problèmes que pour une intervention classique*

Préparation à la chirurgie des membres, extrémités, abdominale, avec extension des indications à la demande.

Réservé au corps médical et aux centres de soins agréés.

RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTATION :

A.L. MÉDITERRANÉE

(Responsable département : Alain MIROUZE)

SYLVACANE, Arcade des Citeaux

13127 VITROLLES

T°/Fax (16) 42 89 86 94

ONU : auto-congratulations

Le Prix des Nations-Unies en matière de population, décerné par le Fond des Nations-Unies pour la Population, a été remis cette année à Halfdan Mahler, secrétaire générale de l'organisation IPPF (Fédération Internationale du Planning Familial). FNUAP et IPPF, bien que juridiquement distinctes, poursuivent de fait une politique identique de contrôle des naissances dans le Tiers-Monde et entretiennent des liens personnels très étroits.

(Populi, 03/95)

Etats-Unis : deux firmes renoncent à financer le Planning Familial

Sous la pression des consommateurs avertis par Life Decision International, Cummins Engine et Times Mirror, deux firmes qui sponsorisaient jusque là, Fédération Américaine du Planning Familial, ont cessé de le faire.

(Caleb Report, 05/95)

Etats-Unis : démission à la tête du Planning Familial

Pamela J. Maraldo a annoncé sa démission de la présidence de la Fédération Américaine du « Planning Familial » (PPFA), la plus importante filiale de la Fédération Mondiale du Planning Familial (IPPF) [dont la filiale française est le Mouvement Français pour le Planning Familial].

Mrs. Maraldo avait pris la direction de la PPFA voici deux ans, à la veille de l'accession de Bill Clinton à la présidence des Etats-Unis. A la mi-juillet, MME. Maraldo n'a pas réussi à gagner un vote de confiance du bureau de la PPFA. Il est probable que son éviction provient de dissensions au sein de la fédération sur la stratégie d'avenir du mouvement. Elle survient en effet à un moment difficile pour le mouvement pro-avortement, habitué à des succès faciles avec le Président Clinton et subitement soumis à des revers face à un Congrès majoritairement pro-vie. Il semble également que le bureau de la PPFA n'ait pas suivi MME. Maraldo dans son projet de mutation de l'organisation en service de santé multi-compétent. Elle espérait notamment donner à son organisation une image plus positive en intervenant dans d'autres domaines de la santé que l'avortement et la «santé reproductive».

(Caleb Report, 07/95)

Etats-Unis : le Planning Familial perd l'un de ses bailleurs de fonds.

A la suite de campagnes de boycott et de pression organisées par le mouvement pro-vie américain LDI, la firme américaine Johnson Controls a renoncé à soutenir financièrement la Fédération Américaine du Planning Familial. Une autre firme, Prudential, qui continue de financer le Planning Familial Américain, a dévolu trois pages de sa revue financière Strategy Weekly à un article reconnaissant l'efficacité du mouvement pro-vie à diriger les investissements de ses membres vers des firmes faisant preuve de choix éthiques pro-vie.

(Caleb Reptot, 07/08/95)

Expérimentation sur l'embryon

Pays-Bas : légalisation

Le 29/06/95, le parlement néerlandais a adopté une loi proposée par le gouvernement et autorisant l'utilisation des embryons dits «surnuméraires» jusqu'à l'âge de quatorze jours pour l'expérimentation médicale visant les traitements de la fertilité et les techniques de fertilisation artificielle. Les embryons «surnuméraires» sont ceux qui ne sont pas utilisés à la suite de tentatives d'implantation après fécondation in-vitro. La création express

d'embryons pour la recherche reste interdite.

(HLI Belgique, 08/95)

Associations pro-vie

France : ouverture du Centre Missionnaire pour la Vie

Début octobre s'ouvrira au Laus, près de Gap, le Centre Missionnaire pour la Vie. Fondé par le père Stéphane AUMONIER, avec le soutien de l'évêque de Gap, son but est d'offrir huit mois de formation théorique et pratique à une vingtaine de jeunes chaque année, en vue de répandre l'"Evangile de la vie". La formation théorique dure quatre mois et fait appel à une équipe d'encadrement permanente et à l'intervention de spécialistes dans des domaines variés : sciences, théologie, communication, ... Elle est suivie par quatre mois de mission auprès des jeunes pour développer les compétences acquises.

Renseignements/inscription :
CMV, Sanctuaire ND du Laus
05130 Saint Etienne Le Laus
Tel/Fax : 92 50 93 13

Emplacements publicitaires dans TransVIE-mag

Format de page : verticale, 180 x 250 mm.

Prix H.T., TVA 20,6 % en sus.

Noir

La page : 350 F

1/2 page : 200 F (colonne : 85 x 250 mm; pied 180 x 120 mm)

1/4 page : 150 F (vertical 85 x 120)

Applats couleur (bleu, rouge, vert ou bistre) :

Noir + 200 % par couleur supplémentaire

Quadrichromie

La page : 3 500 F (pas de formats inférieurs)

Tarif valable jusqu'au 30/10/95. Autres renseignements et réservations d'espaces : Tél. 62 42 32 36, Fax 62 42 32 37



ATTENTION!

TransVIE a changé d'adresse

Trans
O
VIE
mag

TransVIE-mag®

24, rue du Bourg,
65100 LOURDES, FRANCE

Tel. 62 42 32 36 - Fax 62 42 32 37

e-mail :

100441.1155@compuserve.com

Commission paritaire n° 74 425

Directeur de publication :

François PASCAL

Imprimeur: BURS, BESANCON

TransVIE-mag est une marque déposée

Toute copie, même partielle, interdite sans autorisation.

AGENDA

St Lambert des Bois (78), 08/10/95

Onzième pèlerinage à Notre-Dame de Vie. Départs possibles de Versailles à 7h45 ou de "La solitude du Mérintais" à 10h30.
Rens./inscriptions : M. Ray, (1) 39 50 52 19.

Elancourt (78), 14/10/95

Séminaire de formation chrétienne sur les thèmes "service d'aide aux femmes enceintes" et "Sexualité; Sida, Contraception, Avortement, Actions pro-vie, Euthanasie", organisé par l'Association des Chrétiens Protestants et Evangéliques pour le Respect de la Vie (ACPERVIE).
Entrée libre.
Rens. : (1) 30 68 09 47.

Bruxelles, 24-26/11/95

Symposium sur le thème «Euthanasie : vers un consensus européen ? Organisé par le Centre for Bioethics and Public Policy (London, tel/fax 0171 587 0595) avec la participation de : Judge Christian Byk (conseiller en bioéthique pour le secrétariat général du conseil de l'Europe), Pr. Paul Schotsmans (Université catholique de Louvain), P. Patrick Vespieren (Centre Sevres, Paris), Dr. Georges Biname (président de l'Association Belge de Bioéthique) et Dr. Robert Tywcross (Université d'Oxford).

Paris, saison hivernale 95-96

Aimer la vie : repères pour la bioéthique. Approche scientifique, philosophique et théologique.

Cours du soir en 12 séances, le lundi de 20h à 22h
Centre Trinité, 3 rue de la Trinité, IX^e arr. T. (1) 42 81 28 73
06/11/95 : de l'embryon au mourant : la personne humaine
13/11/95 : le message chrétien : sexualité, amour et mariage
20/11/95 : père et mère responsables : avant la conception
27/11/95 : père et mère responsables : dans la conception
04/12/95 : père et mère responsables : après la conception
11/12/95 : la différence sexuelle et ses négations
18/12/95 : le sida, accueil des personnes, prévention, enjeux
08/01/95 : la fin de la vie : accompagner vers la mort
15/01/95 : la fin de la vie : suicide et euthanasie
22/01/95 : la société en question : loi civile et loi morale
29/01/95 : la société en q. : démographie, communication
05/02/95 : la société en q. : éducation, critères d'action

ABONNEMENT

Pour s'abonner à TransVIE-mag
(paraît toutes les trois semaines) :
inscrire sur papier libre ses nom, prénom et adresse.
Joindre un chèque bancaire ou postal à l'ordre de TransVIE,
d'une valeur de (tarif valable jusqu'au 31/10/95) :

250 FF (abonnement de solidarité)
160 FF (abonnement ordinaire France)
180 FF (CEE + Suisse)
250 FF (Autres pays)

Envoyer le tout à
TransVIE-mag,
24 rue du Bourg,
F - 65100 LOURDES

Calendrier judiciaire

Versailles, 20/10/95, 14h00,

8ème Chambre des appels en correctionnelle
Audition de plaidoirie, jugement en appel des manifestations survenues à la clinique "La Montagne" à Courbevoie le 09/06/94
(J006)

Grenoble, 24/01/96, 14h00,

Chambre des appels en correctionnelle
Audition de plaidoirie, jugement en appel des manifestations survenues à l'hôpital Michallon à La Tronche le 24/10/94
(J009)

Rennes, 14/03/96, 14h00,

3ème Chambre des appels en correctionnelle
Audition de plaidoirie, jugement en appel des manifestations survenues à l'hôpital St Jacques à Nantes le 06/12/94
(J012)

Dijon, 26/10/95, 14h15,

Chambre des appels en correctionnelle
Audition de plaidoirie, jugement en appel des manifestations survenues à l'hôpital Boucicaud à Chalon-sur-Saône le 10/04/95
(J016)

Caen, 26/09/95, 14h00,

3ème Chambre correctionnelle du TGI
Audition de prononcé du jugement en 1ère instance des manifestations survenues au CHR Clémenceau à Caen le 27/04/95
(J019)

Annecy, 27/06/95

Chambre correctionnelle
Audition de plaidoirie, jugement en 1ère instance des manifestations survenues à l'hôpital d'Annecy le 27/06/95
(J021)

Par ailleurs trois arrêts en appel ont été frappés de pourvois en cours à la Chambre criminelle de la Cour de Cassation :

- le jugement en appel de la Cour d'Orléans du 31/01/95 pour les faits intervenus le 18/11/93 à l'hôpital Bretonneau de Tours
- le jugement en appel de la Cour de Bordeaux du 22/02/95 pour les faits intervenus le 29/05/93 à l'hôpital St André de Bordeaux
- le jugement en appel de la Cour de Versailles du 09/06/95 pour les faits intervenus le 11/12/93 à l'hôpital Paré de Bourg-la-Reine.

Bibliographie

Death and Delivrance ; Euthanasia in Germany, 1900-1945.

Michael BURLEIGH, Cambridge University Press, 1994. £14,95. ISBN 0-521-47769-7

[Première étude exhaustive de la politique euthanasiste en Allemagne et de ses racines idéologiques, mettant à jour des similitudes frappantes avec les courants de pensée actuels. Ouvrage conseillé par l'association pro-vie anglaise CARE] [Non-reçu]

When death is sought. Assisted suicide and euthanasia in the medical context.

The New-York Task Force on Life and the Law, 1994.£7.50.

ISBN 1-881268-01-02

[Analyse précise et cohérente des opinions concernant la légalisation de l'euthanasie et de l'assistance au suicide, et notamment de l'inefficacité prévisible des systèmes classiques de gardes-fous des lois de légalisation de l'euthanasie. La New-York Task Force est un organisme public chargé de conseiller le Gouverneur de cet Etat en matière d'éthique médicale. Ouvrage conseillé par l'association pro-vie anglaise CARE]

Farewell to the family ? Public policy and family break down in Britain and the U.S.A.

Patricia MORGAN, IEA Health & Welfare Unit, London 1995. £ 9. ISBN 0-255-36356-7.

[Tables de données et analyses montrant l'interférence des Etats américains et anglais sur la vie privée dans le domaine matrimonial (ou comment ces Etats favorisent une vision monoparentale de la famille par leurs politiques d'aide et de taxation. Bibliographie étendue. Ouvrage conseillé par l'association pro-vie anglaise CARE]

lu, écouté et vu pour vous

Ainsi vient la vie.

CD-ROM. Montparnasse Multimédia, 1994. 400 FF.

Il faudra bien s'y faire : le multimédia envahit peu à peu notre vie. Par multimédia, il faut entendre un produit utilisable sur ordinateur et mêlant textes, images fixes, sons (commentaires, musiques) et séquences vidéos.

Ainsi vient la vie, consacré à la vie prénatale, est à ce titre exemplaire. Tout commence par un menu, grâce auquel vous pouvez décider une visite chronologique de la vie prénatale (1er mois, 2° mois, 3° mois, 2° trimestre, 3° trimestre) ou une visite thématique (développement du cerveau, des yeux, des oreilles, des muscles, ...). Une recherche par index est également accessible à tout moment (le produit ne gère pas de liens hyper-texte, pour les connaisseurs). Supposons que vous ayez choisi une visite chronologique. A chaque étape du développement, vous pouvez voir successivement quelques photographies ou échographies intra-utérines (dont certaines sont commentées), écouter un court commentaire, lire un texte centré sur le développement de l'enfant, et un autre centré sur la mère (précautions d'hygiène alimentaire, où accoucher ?, examens prénataux, problèmes Rhésus, calcul de la date probable de la naissance, précautions en voyage, droits et

congés de maternité, préparation à l'accouchement, ses signes, ...). Et parfois une petite séquence animée (généralement des échographies, mais parfois aussi des dessins animés techniques expliquant la croissance de tel ou tel organe).

Il va sans dire que l'utilisation d'un tel logiciel demande un ordinateur suffisamment rapide (un PC DX 33 ou un Mac LCIII) muni d'un écran VGA 256 couleurs, 4 ou 8 Mo de RAM. Tout cela ne fonctionnera pas toutefois sans Microsoft Windows, une carte son et un lecteur CD-ROM double-vitesse (puisque le logiciel est écrit sur ce support).

Pour ce qui est du contenu, on ne s'éloigne pas vraiment des guides maternité papier (sinon la présentation multimédia). Se côtoient deux points de vue sur la grossesse : celui de l'enfant (rencontre des gamètes, développement embryonnaire puis développement foetal) et celui de la mère (conseils pour la grossesse). C'est dans ce second point de vue que l'on rencontre malheureusement quelques commentaires regrettables, bien qu'en petit nombre :

- l'IAD (insémination avec donneur externe au couple) est présentée comme normale. Seul le don d'ovocyte «est une éventualité très discutée sur le plan de l'éthique médicale» (sans que l'on sache pourquoi et alors qu'il n'y a



pas de différence morale entre le don d'ovocyte et le don de spermatozoïde).

- plus grave, l'amniocentèse est «*fortement conseillée après trente-huit ans*» sans que l'on explique qu'elle permet alors le dépistage et l'avortement des enfants trisomiques. Un peu plus loin, ce que l'on craignait se confirme : «*l'interruption volontaire de grossesse*» est suggérée en cas de confirmation d'atteinte par toxoplasmose, «*selon la nature et l'importance des malformations du fœtus, médecin et parents sont parfois conduits à prendre la décision d'une interruption de grossesse. Et plus la grossesse est avancée, plus leur décision est difficile à prendre*» (y aurait-il une différence de nature entre un jeune fœtus et un plus âgé ?). Un peu plus loin encore : «*[grâce au prélèvement de trophoblaste], il devient possible dès la 11^{ème} semaine de décider une interruption de grossesse par aspiration*». Ce qui n'empêche pas les auteurs de signaler dans un autre registre qu'«*entre la 17^{ème} et la 18^{ème} semaine] on constate que le fœtus esquive l'aiguille [de l'amniocentèse]*». Ils savent donc ce qu'ils font... Rendons-leur toutefois l'honneur d'avoir averti que «*de toute façon, mieux vaut n'envisager une amniocentèse que si vous acceptez le principe d'un avortement thérapeutique*».

Mais cela n'excuse pas le paragraphe sur les «*réductions embryonnaires*» : «*En cas de grossesse quadruple ou quintuple, le médecin peut être amené à proposer un avortement médical partiel encore appelé «réduction embryonnaire». Cette technique, il faut le savoir, est susceptible de déclencher l'avortement spontané des fœtus restants. C'est dire combien cette décision est très lourde à prendre par le médecin et les parents*». Faut-il en conclure qu'elle serait aisée à prendre si les fœtus restants ne courraient aucun risque de fausse-couche ?

- signe des temps, il n'est jamais question de «*mari*» mais du «*père de l'enfant*» ou de «*compagnon*».

Citons encore : «*Malgré la contraception orale, la grossesse reste assez fréquente chez l'adolescente*», remarque mettant en évidence le manque de compréhension des auteurs pour la psychologie de l'adolescence. Ou encore une assertion bizarre et incompréhensible : «*Très souvent, grâce aux méthodes de contraception, la nouvelle d'une grossesse désirée a été reçue comme une nouvelle libératrice*» (la notion de «*grossesse désirée*», bien connue dans la rhétorique pro-avortement, revient d'ailleurs plusieurs fois).

On regrettera aussi quelques maladresses (volontaires ?) telles que le mélange dans le même texte des maladies ordinaires de la grossesse (toxoplasmose, listériose, ...) et des maladies sexuellement transmissibles (MST). Il est vrai que l'on y conseille aussi l'usage du préservatif à la fin de la grossesse pour éviter ces mêmes MST. La définition du SIDA est celle d'un «*virus se transmettant lors des rapports sexuels sans préservatif*». C'est tout dire !

Malgré ces remarques dommageables, il faut reconnaître un produit globalement positif, présentant correctement le début de l'être humain à la fécondation et ne poussant jamais directement à l'avortement, mais au contraire rappelant les droits sociaux des personnes enceintes et des parents célibataires. On ne profite pas non plus, comme c'est souvent le cas dans les livres du même genre, de la grossesse, pour pousser les femmes à utiliser une contraception dite «*efficace*» après la naissance. Enfin, seuls les textes relatifs à la grossesse de la mère comportent des assertions inadmissibles. On peut très bien ne pas les appeler : tout ce qui concerne le développement de l'enfant est excellent et exempt de mauvais commentaires. Ce CD-ROM redevient alors un très beau livre d'images, parlant, chantant et animé.

Convierait bien pour animer un stand, s'il ne réclamait un matériel informatique musclé que bien peu de portables offrent.

Iu pour vous

Contraception et Reproduction : conséquences sur la santé des femmes et des enfants dans les pays en voie de développement.

Comité chargé de la population, Conseil National de la Recherche, Washington DC USA, 1989. Ed. Economica, 1991. 167 p., 85 FF, ISBN 2-7178-2042-6.

Cet ouvrage est le compte-rendu d'une étude financée par l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID), la Fondation Rockefeller et la Fondation W & F Hewlett dont on sait, pour les deux premiers du moins, qu'ils sont de farouches promoteurs du contrôle des naissances dans le Tiers-Monde. L'objectif de ce travail est clair : démontrer scientifiquement que l'utilisation de la contraception (celle qui est qualifiée de moderne), la réduction des naissances et la légalisation de l'avortement sont nécessaires pour réduire la mortalité maternelle et infantile dans ces pays. La méthode est rigoureuse, et c'est là le seul intérêt de l'ouvrage : il s'agit d'une étude bibliographique, les auteurs ayant rassemblé et analysé près de deux cents articles scientifiques sur le sujet. La conclusion scientifique est claire : il n'existe à l'heure actuelle aucun résultat scientifique suffisamment précis pour conclure avec certitude que l'utilisation de la contraception en tant que telle ait un quelconque effet positif sur la santé et la mortalité maternelle, et encore moins pour conclure qu'elle ait un effet négatif sur le nombre d'avortements. Qu'à cela ne tienne : ce que les faits se refusent à dire, l'introduction et la conclusion de l'ouvrage le disent : «*Nous sommes parvenus à la conclusion que les risques associés à l'utilisation des méthodes contraceptives modernes, actuellement disponibles, sont de loin inférieurs aux risques liés à la grossesse, au travail et à l'accouchement, particulièrement dans les pays en voie de développement (p.16)*». Rarement un ouvrage qui se veut scientifique n'aura atteint ce degré de contradiction entre son contenu et ses conclusions. Mais qu'importe, les décideurs, c'est bien connu, n'ont jamais le temps de lire le fond, mais les conclusions seulement. Celle-ci est éloquente : «*(...)Les avortements dangereux sont une cause importante de la mortalité maternelle dans beaucoup de pays en voie de développement, une réalité qui doit être prise en compte par les pays qui s'interrogent sur le bien fondé des avortements licites sans danger* (...). Il devrait être établi, à partir de ce rapport, que des recherches complémentaires doivent être menées dans beaucoup de domaines avant que nous puissions comprendre de façon satisfaisante les liens de causalité entre procréation et santé de la femme et de l'enfant. Cependant, alors que cette recherche est en cours, les responsables au niveau gouvernemental, les décideurs en matière de politique sociale, les professionnels de la santé publique et les individus quels qu'ils soient, doivent prendre des décisions sur les meilleures façons d'améliorer la santé des individus et des familles. Les activités de planification familiale ont un rôle probablement déterminant en tant que volet des programmes de santé visant à l'amélioration de la santé de la femme et de l'enfant.*» En d'autres termes : on n'est pas capable de vous démontrer que ça sert à quelque chose, mais faites quand même ce qu'on vous demande.

*Nota : Ici la déviation est très subtile : c'est le seul paragraphe de l'ouvrage où la légalisation de l'avortement est promue clairement. Dans le reste de l'ouvrage, il est simplement suggéré que «*dans les pays où l'avortement sous contrôle médical n'est pas possible, les services de planification sont encore plus importants pour la santé, car ils constituent un moyen sûr de réduire le nombre de grossesses non-désirées qui pourraient entraîner le décès ou le traumatisme de la mère par des procédés d'avortement dangereux*». N'oublions pas que l'ouvrage a été financé par l'USAID à une époque où l'administration Reagan veillait à ce que les fonds fédéraux ne servent pas à promouvoir l'avortement. C'est probablement ce qui explique les moyens détournés pris par les auteurs pour aboutir à leur conclusion.

CONTRACEPTION et REPRODUCTION

Conséquences sur la santé
des femmes et des enfants
dans les pays en voie de développement

CONSEIL NATIONAL DE LA RECHERCHE

ECONOMICA
MEDICINE

www
.transvie
.com

DOSSIER

La Conférence de Pékin qui vient de s'achever aura été une fois de plus l'occasion pour le lobby international malthusien de promouvoir des politiques anti-familiales permettant d'assurer plus aisément le contrôle des naissances. Le texte qui suit ressitue cet évènement récent dans le contexte du rapport "NSSM 200" ayant dicté la politique Américaine dans ce domaine depuis vingt ans.

« Si vous dites un mensonge suffisamment gros, les gens le croiront » était une maxime rendue célèbre dans les années 30 par Goebbels, le propagandiste nazi. Toutefois, la méthode a été perfectionnée dans les années 1990 par les propagandistes du contrôle de la population des temps actuels, dirigées contre les pays en voie de développement, et dont les activités ont atteint un sommet lors de la conférence des Nations Unies sur la Population et le Développement l'année dernière (conférence du Caire).

Un de leurs chefs de file, Mme Nafis Sadik, a rempli les fonctions de Secrétaire Général de la conférence du Caire. C'est elle qui est à la tête du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA). Ce fut Madame Sadik qui, le 11 avril 1991, a déclaré à Xinhua, l'agence de presse officielle chinoise : « La Chine a toutes les raisons d'être fière et de se féliciter de ses réalisations... en matière de *planning familial*... durant les dix dernières années ». Elle a fait cette affirmation au mépris des preuves écrasantes concernant la brutalité du programme d'avortement forcé chinois. Preuves déjà connues à ce moment-là, grâce aux recherches d'universitaires chinois de haut niveau, à travers des témoignages publiés dans les principaux journaux occidentaux, de même qu'à travers quelques aveux sans fioritures dans la presse chinoise et les journaux professionnels.

Le terme même de « *planning familial* », utilisé par Sadik pour décrire le programme de la Chine est une déformation de langage dont Goebbels aurait été fier. Et cela nous amène au coeur même de la nature répressive de ces programmes de « *développement* » que l'on pratique outre-mer de nos jours à un prix très lourd pour les contribuables des nations occidentales comme le Royaume-Uni, les Etats-unis, l'Allemagne, le Japon et l'Union Européenne.

Personne n'a d'objection contre le « *planning familial* » au vrai sens du terme, c'est-à-dire la décision prise par les couples, à la lumière de leurs propres croyances et des circonstances, quant au nombre de leurs enfants et à leur espacement. Cependant, quand Madame Sadik fait référence au « *planning familial* », elle parle, en réalité, du contrôle de la population financé par l'Occident, c'est-à-dire la décision prise par les gouvernements ou d'autres organisations que les couples ne devront pas avoir plus qu'un certain nombre d'enfants, suivie de mesures pour l'appliquer.

Objectif-clé

Le contrôle de la population était l'objectif-clé derrière la conférence du Caire sur la Population et le Développement organisée par les Nations-Unies. Et le contrôle de la population restait un objectif-clé derrière la conférence de Copenhague sur le Développement Social organisée par les Nations-Unies, ainsi qu'à la conférence mondiale de Pékin sur les Femmes.

Pour comprendre les racines modernes de la confusion délibérée des termes qui a abouti à une si grande misère pour les femmes appauvries de

DITES UN MENSONGE SUFFISAMMENT GROS

par John Smeaton, Society for the Protection of Unborn Child, Angleterre, 05/95.

Mise à jour au terme de la conférence de Pékin : TransVIE-mag [texte signalé par des crochets].

si nombreuses pays en voie de développement, il est nécessaire de retourner en décembre 1974, quand le Conseil National de Sécurité des Etats-Unis a achevé une étude intitulée « *les implications de la croissance de la population mondiale pour la sécurité des Etats-Unis et ses intérêts outremer* » -étude connue, en abrégé, sous le terme « *NSSM 200* ». L'étude était signée par Monsieur Henry Kissinger, le conseiller pour la Sécurité Nationale du Président Nixon, qui insistait sur la nécessité que « *les Etats-Unis joue le rôle de leader en matière de population mondiale* », et qui poussait à motiver avec « *une extrême insistance* » les dirigeants des « *pays en voie de développement stratégiques* » à accepter les activités de planning familial.

« *NSSM 200* » exprimait les plus graves craintes que « *les conséquences politiques des facteurs de population actuels* » dans les « *PMDs* » (pays les moins développés) ne crée des « *problèmes politiques ou même des problèmes de sécurité nationale pour les Etats-Unis* ».

Ces « *facteurs de population* » - c'est-à-dire la croissance rapide de la population - étaient perçus comme une cause possible de troubles civils qui pourraient menacer l'approvisionnement en ressources nécessaires pour l'économie des Etats-Unis, en particulier si ces populations croissantes en venaient à réclamer une plus grande part de la richesse mondiale. Un grand nombre de jeunes dans les pays en voie de développement était également redouté comme source possible d'un mouvement de protestation efficace contre la domination de leurs pays par les intérêts étrangers perceptibles telles que les firmes multi-nationales.

Toutefois, Henry Kissinger et les autres auteurs de la « *NSSM 200* » étaient très conscients de l'outrage qui serait certainement exprimé par les nations en voie de développement s'il devenait clair que leurs populations étaient la cible des Etats-Unis et par conséquent ils firent la recommandation suivante : « *les Etats-Unis peuvent minimiser les accusations de motivation impérialiste derrière leur soutien aux activités en matière de population en affirmant et en répétant qu'un tel soutien dérive d'un souci : a) du droit de l'individu de déterminer librement et en responsabilité le nombre et l'espacement des enfants... et b) du développement social et économique fondamental des pays pauvres* ».

Programmes liés

Les auteurs de « *NSSM 200* » ont également reconnu que le gouvernement des Etats-Unis risquait d'être critiqué du fait que l'aide aux programmes de santé dans le Tiers-Monde avait diminué au moment même où les dépenses des programmes de contrôle de la population avaient augmenté. Ils proposèrent par conséquent d'intégrer les programmes concernant la population avec les programmes de santé, pour que les dépenses des deux puissent être mélangées tout en avançant l'argument que tout cela était fait pour la santé des mères et des enfants.

En plus de l'accent mis sur l'utilisation de l'argent de l'aide au tiers-Monde d'une manière qui conduise plutôt au contrôle des populations, « *NSSM 200* » comprend une « *opinion alternative* » selon laquelle « *des programmes imposés pourraient être nécessaires ; nous devrions envisager ces*

possibilités dès maintenant ». Les questions considérées sous ce point de vue étaient : « *La nourriture pourrait-elle être considérée comme un instrument de pouvoir ? Serons-nous amenés à faire des choix quant aux pays que nous pourrions raisonnablement assister, et si tel est le cas, les efforts consentis pour réduire la population devront-ils être un critère pour une telle assistance ? Les Etats-Unis sont-ils prêts à accepter le rationnement en nourriture pour aider les populations qui ne pourront pas ou ne voudront pas contrôler la croissance de leur population ?* »

Les évolutions ultérieures, pays après pays, tout autour du monde, connues en détail, ont tragiquement démontré l'application répugnante qui a été faite du point de vue « *alternatif* » exprimé dans « *NSSM 200* ».

En Chine, les mesures coercitives actuelles de contrôle de la population énumérées dans un journal de sociologie de Shanghai en Août 1989 comprenaient « *la destruction des maisons, l'abattage des arbres, la confiscation du bétail, des tracteurs, et d'autres équipements importants* ». D'après le rapport de 1984 de la Banque Mondiale, intitulé « *Changement démographiques et Développement Economiques* » :

- En Tanzanie, les femmes qui travaillent au service du Gouvernement ne peuvent bénéficier d'un congé payé de maternité qu'une fois tous les trois ans.

- En Corée, les soins médicaux gratuits et les allocations familiales n'ont été donnés aux familles de deux enfants que si l'un des parents avait été stérilisé.

- En Thaïlande, l'assistance technique à la production et au marketing des produits fermiers n'est accessible qu'aux utilisateurs de contraceptifs, et en Inde, les femmes travaillant dans des plantations de thé ont reçu un jour de paie supplémentaire pour chaque mois où elles n'étaient pas enceintes.

Finalement, un rapport annuel de 1977 sur la mise en oeuvre de « *NSSM 200* » insiste sur l'importance stratégique de l'utilisation d'« *intermédiaires* » tels que le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), la Banque Mondiale et la Fédération Internationale du Planning Familial (IPPF), étant donné qu'ils pouvaient agir dans des pays où les Etats-Unis « *ne sont pas acceptables actuellement* ». De plus, des « *intermédiaires comme la Fédération Internationale du Planning Familial (IPPF) peuvent agir en tant qu'avocats locaux du planning familial en utilisant des responsables des communautés locales, un rôle qu'aucun gouvernement étranger ou association ne peut espérer jouer* ».

Point culminant

La conférence du Caire sur la Population et le Développement organisée par les Nations Unies représente le point culminant du processus si clairement défini dans « *NSSM 200* » et les rapports suivants. D'une part son Secrétaire général était le Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), Madame Nafis Sadik ; et d'autre part le Président du Comité Central de Rédaction était le Président de la Fédération Internationale du Planning Familial (IPPF), le Docteur Fred Sai. On retrouve là les deux organisations-clés du rapport « *NSSM 200* ».

DOSSIER

Sous la direction de Sadik, la subvention du UNFPA au programme de contrôle des naissances chinois a été de 57 millions de dollars US et l'IPPF, avec à sa tête Fred Sai, a fourni plus de 8 millions de dollars US pour le programme chinois depuis 1983. Le UNFPA et l'IPPF jouissent désormais sous l'administration Clinton d'un financement qui se compte en dizaines de millions de dollars US (financement qui avait été aboli par les présidents Reagan et Bush), malgré les preuves éclatantes de la brutalité de la politique chinoise de l'enfant unique et de ses avortements forcés. Le fonds avait été interdit par les Présidents Reagan et Bush. La Grande-Bretagne [et d'autres nations industrialisées] fournit également aux deux organisations des aides substantielles.

Ce qui devait arriver arriva : Madame Sadik et le Dr. Sai ont travaillé sans relâche durant toute la conférence du Caire, utilisant leurs positions pour promouvoir l'acceptation de l'avortement comme une composante fondamentale de la politique de contrôle des naissances dans le monde entier. Toutefois, Madame Sadik a eu une petite surprise. lorsqu'elle présida une session nocturne annexe, au cours d'une confrontation avec une déléguée du Honduras qui affirmait que la constitution du Honduras interdisait l'avortement. Madame Sadik l'a alors accusée de mensonge, étant donné que l'information dont elle disposait prétendait le contraire. C'en était trop pour le mari de la déléguée Hondurienne qui était assis derrière elle sur la chaise du Conseiller. Il s'enflamma et prit le micro des mains de sa femme. «Madame le Président», dit-il, «je suis avocat et je suis parfaitement au fait de la constitution de mon pays. Ce que ma femme a dit est correct et vous n'avez aucun droit de mettre en doute sa sincérité. Il est probable que vous ayez été trompée par une déclaration de l'Association Médicale Hondurienne qui croit que l'avortement est souhaitable dans un certain nombre limité de cas».

Le Dr Sai a aussi utilisé sa situation de président de sessions plénières pour promouvoir le concept universel d'avortement à la demande.

Durant un débat sur le chapitre 7 du document, sur la question de savoir si la «panoplie complète» des services de planning familial devrait inclure l'avortement, le Dr Sai fit un commentaire expliquant que cent soixante-treize pays permettaient l'avortement sous une forme ou sous une autre, habituellement pour sauver la santé de la mère, et que, par conséquent, la majorité de l'humanité avait accepté l'avortement.

De tels mensonges -«Si vous dites un mensonge suffisamment gros, les gens le croiront»- ont été exprimés avec la certitude qu'ils seraient rapportés dans le monde entier par les rangs serrés de journalistes assemblés là, et qui étaient prêts à danser sur n'importe quel air des joueurs de flûte divers et variés du contrôle de la population. Peut-on sérieusement dire que les chinois acceptent l'avortement de masse, vivant comme ils le font, sous le joug d'un gouvernement rendu infâme par ses programmes d'avortements forcés ??? Et beaucoup de pays, comme l'Irlande du Nord, permettent l'avortement dans des circonstances limitées, mais l'écrasante majorité de la population s'oppose à l'avortement, tandis que l'opinion reste extrêmement divisée dans des pays comme les Etats-Unis et l'Angleterre où prévaut l'avortement-sur-demande.

La manipulation des nations du monde a commencé longtemps avant que la conférence du Caire ne commence. Une pression intense a été exercée dans les coulisses sur les nations en voie de développement par les Etats-Unis, pour obtenir l'acceptation universelle de l'avortement-sur-demande, lorsque l'administration du Président Clinton a envoyé un télégramme à

toutes ses ambassades à travers le monde établissant que «les Etats-Unis croient que l'accès à l'avortement sans risque, légal et volontaire est un droit fondamental de toutes les femmes» et en pressant les diplomates américains de tenter d'influencer les gouvernements nationaux pour qu'ils adoptent cette même vision au Caire.

En Grande-Bretagne, dans une série d'interviews et de programmes précédant la conférence du Caire, le Ministre du Développement Outremer, la Baronne Chalker, attaqua avec persistance le Saint Siège pour sa position sur l'avortement et se réclama constamment d'un nombre absurde exagéré de 200.000 femmes mourant d'avortement clandestin chaque année dans le monde. En fait, l'Organisation Mondiale de la Santé situe ce nombre à approximativement 115.000 et l'UNFPA à 60.000, sans pour autant qu'aucun d'entre eux ne soit capable de justifier ces chiffres.

Echec des nations riches

Face à la campagne internationale de pression en faveur de l'avortement-sur-demande et à la manipulation à la conférence du Caire elle-même, l'échec des nations occidentales riches qui n'ont pas pu faire accepter l'avortement légal de manière explicite dans la résolution finale a été une réussite remarquable pour les mouvements pro-vie qui ont pratiqué le lobbying sans interruption pendant toute la conférence.

«Nous avons peur de nos maîtres coloniaux» me dit un des chefs de la délégation du Nigeria, alors que je m'entretenais avec lui sur son chemin vers une session d'un comité de rédaction. «Nous sommes complètement d'accord avec votre position contre l'avortement et le contrôle des populations, mais nous avons peur...». Mais, malgré leur frayeur, les pays en voie de développement et les pays Islamiques unis au Saint-Siège ont assuré la défaite historique de l'objectif principal des pouvoirs en place derrière la conférence du Caire ; la promotion de l'avortement comme une méthode de planning familial.

Comme un commentateur américain l'a décrit, la campagne de l'administration Clinton, de la Grande-Bretagne et d'autres nations occidentales pour «superviser les chambres à coucher du monde entier en disant au monde exactement combien d'enfants avoir» et en faisant la promotion de l'avortement comme une composante intrinsèque du contrôle des naissances a probablement créé plus de bonne volonté parmi les musulmans et les chrétiens de toutes les nations que n'importe quel autre événement depuis les douze derniers siècles.

Mais la bataille pour les nations pauvres du monde, pour les enfants du monde, continue. Une pédiatre du Kenya, Madame Margaret Ogola, a parlé au forum des organisations non-gouvernementales au Caire sur l'hôpital où elle travaille :

Une femme qui a besoin d'un antibiotique pour un enfant malade va devoir payer la seringue, l'aiguille, et l'antibiotique, sinon son enfant ne sera pas soigné. Par contre la même femme qui recherche une contraception pourra trouver toutes les variétés qui existent sous le soleil à la clinique flambant neuve du planning familial près de l'hôpital, complètement gratuitement, grâce à la courtoisie de l'Occident.

Pas un seul penny des 17 milliards de dollars US que la conférence du Caire a reconnu dépenser ne servira au traitement des enfants malades. Par contre, 15 milliards de dollars - des chiffres stupéfiants - seront

dépensés pour le contrôle de la population.

De plus, si l'on en croit le ministère de l'Intérieur des Etats-Unis dans un papier qui a circulé au Sommet Social de Copenhague, les Etats-Unis et le Japon ont lancé conjointement une initiative intitulée «*Agenda Commun de Coopération dans des Perspectives Globales*» (Agenda Global Perspectives), qui prévoit de «*maximiser l'assistance à la santé et démographique de chaque pays*». Leur initiative visera le Ghana, l'Inde, l'Indonésie, le Kenya, les Philippines, l'Egypte (planning familial seulement) et la Thaïlande (assistance concernant le SIDA seulement).

En outre, d'après le ministère de l'Intérieur Américain, l'Allemagne a annoncé son intention de fournir 2 milliards de dollars US sur sept ans pour le planning familial et la santé ; le Royaume-Uni a annoncé une augmentation de près de 65 % pour le Fonds de la Population (UNFPA) durant les deux prochaines années, pour un total d'environ 160 millions de dollars US ; l'Union Européenne a annoncé son intention de fournir annuellement 400 millions de dollars US pour le contrôle de la population d'ici à l'an 2000 ; le Japon a engagé 3 milliards de dollars US sur une période de sept ans, pour des programmes concernant la population et le SIDA ; et les Etats-Unis, depuis 1992, ont augmenté leur participation de 55 % à près de 600 millions de dollars US pour l'année budgétaire 1995.

Les plans établis dans «*NSSM 200*» il y a plus de 20 ans, mélangeant les programmes de santé avec des programmes de contrôle de la population, ont abouti en 1995 à un accord international des pays riches de l'Occident, portant sur plusieurs milliards de dollars, afin de décimer les populations les plus pauvres sur terre.

obtenir à Pékin ce qui n'a pas été obtenu au Caire

L'étape suivante dans ce marché forcé était Pékin - pour la conférence des Nations Unies sur les femmes - dans un pays dont la tyrannie s'est cristallisée avec la plus inimaginable cruauté sur les futures mères.

[Ici les risques de critiques étaient si manifestes que la délégation américaine s'est vue obligée de prendre les devants et de s'afficher comme un champion des droits fondamentaux des femmes]. Le chef de cette délégation à la conférence du Caire et au Sommet Social de Copenhague, Tim Wirth, disait lors d'une déclaration qui a circulé à Copenhague : «*Je crois que le Gouvernement Chinois va en apprendre beaucoup sur la démocratie lorsqu'il hébergera la quatrième conférence mondiale sur les femmes*».

Cette déclaration de Tim Wirth a été faite en janvier de cette année. Le 14 février, le gouvernement chinois annonçait, une nouvelle campagne pour maintenir la population du pays à 1,3 milliard d'ici à la fin de la décennie par une application plus rigoureuse de la politique de l'enfant unique, vieille de 16 ans.

Le gouvernement chinois a donc fait clairement entendre sa position. Il restait aux Etats-Unis, à la Grande-Bretagne et aux autres nations, qui versent des millions de dollars à l'UNFPA et à l'IPPF, qui eux-mêmes soutiennent le programme chinois de «*planning familial*», à éclaircir leurs positions avant d'aller participer à la conférence de Pékin.

Les nations occidentales allaient-elles «*en apprendre beaucoup à la Chine*

sur la démocratie» et cesser de financer l'UNFP et l'IPPF qui continuent de déverser leur argent pour soutenir le programme chinois de contrôle des naissances ?

[Au contraire, la saison printanière a été l'occasion pour les gouvernements occidentaux d'annoncer de nouveaux financements pour ces organisations, tandis que parvenaient de Chine des décrets et témoignages ne laissant aucun doute sur la volonté de Pékin de durcir encore sa politique de contrôle des naissances. Le discours d'Hilary Clinton à l'ouverture de la Conférence de Pékin, reprochant au gouvernement chinois les exactions conduites contre les droits de l'homme n'aurait été qu'un mot : les organisateurs de la conférence ont accepté sans broncher que les femmes tibétaines se voient refuser leur visa par les autorités chinoises. Le 15 septembre, au soir de la Conférence de Pékin, la Chine annonçait fièrement son intention de poursuivre sa politique démographique, et narguait les autres nations en faisant remarquer - avec justesse - que les résolutions des conférences internationales, y compris celles sur les femmes, n'ont pas force de loi].

Il est temps que les nations occidentales arrêtent de faire des déclarations creuses. et prennent des mesures concrètes. Mais en ont-elles le désir

www.transvie.com